

Mobilisation. En échos à l'appel national, des artistes, techniciens, journalistes et fonctionnaires de la Drac ont porté la Marche pour la culture à Montpellier.

Les acteurs culturels craignent un avenir tragique

■ C'était un premier rassemblement, une répétition générale. Hier à l'appel de nombreux syndicats du milieu culturel*, des artistes, techniciens, journalistes ou employés de la Direction régionale de l'action culturelle (Drac), se sont réunis au parc Rimbaud pour marcher jusqu'au siège de la Fédération PS, juste de l'autre côté de la rue. «*Nous sommes trente-sept, la prochaine fois il faut que nous soyons trois fois plus*», clame Didier Taudière, du Syndicat français des artistes (SFA).

Dans une quinzaine de villes en France, a résonné le même appel, celui qui dénonce l'agonie lente de la politique culturelle française. Tout à trac, ce sont différents piliers qui semblent se dérober dans un même mouvement. Alors que les négociations sur l'assurance chômage et le régime des intermittents du spectacle laissent filtrer des orientations inquiétantes, l'écriture de la loi sur la création prend une pente glissante. De mauvaises nouvelles auxquelles viennent s'ajouter l'annonce d'une baisse supplémentaire des finances. «*On nous annonce un gel de 7%. Le budget du ministère est tombé en dessous de ce qu'il était lorsque F. Mitterrand est arrivé au pouvoir*, dénonce Eva Loyer, de la CGT spectacle LR. Par ailleurs, avec la remise en débat de la compétence générale des collectivités territoriales, qui apportent 70% des financements de notre secteur, l'Etat pourrait devenir le gestionnaire des labels et laisser le reste aux politiques locales impliquant des risques de clientélisme.»

Recul également concernant la loi sur la création artistique, qui remet en cause la protection sociale des professionnels du spectacle. «*Le Directeur général de la créa-*



A Montpellier, le mouvement a commencé petitement mais pose les jalons de la colère. PHOTO DAVID MAUGENDRE

tion artistique a avoué que le but recherché était d'ouvrir le monde professionnel aux amateurs sans que la participation bénévole de ceux-ci à des spectacles professionnels faisant l'objet d'une exploitation commerciale puisse être qualifiée de travail illégal, tempête Didier Taudière. Il s'agit d'une attaque sans précédent contre la présomption de salariat artistes interprètes».

Associés à la marche et debout depuis plusieurs mois, France Télévision et la Drac font également front. «*La Mapam [loi de moder-*

nisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ndlr] prévoit que chaque collectivité qui en fera la demande pourra prendre la compétence de son choix : patrimoine, archéologie, éducation artistique... A terme, c'est la Drac qui va disparaître», interpelle Benoît Ode, du Snac FSU. Du côté de la presse, le déclin perdure : perte d'indépendance, protection des sources, réduction des budgets et licenciements.

Hier matin, une délégation a été reçue par le premier secrétaire de la Fédération socialiste. «*Hussein*

Bourgi s'est engagé à faire remonter les doléances aux cabinets du ministre de la Culture et du premier Ministre et à défendre le rôle régalien de l'Etat. Il a pris mieux connaissance de l'étendue des dégâts des lois qui se préparent», rend compte Eva Loyer.

La prochaine marche est annoncée le 12 mars.

HÉLÈNE GOSSELIN

► *Pétition : http://www.petitions24.net/je_marche_pour_la_culture,
Site : <http://www.je-marche-pour-la-culture-org>